

<http://lipietz.net/Sur-le-discours-de-Yves-Salesse>

Sur le discours de Yves Salesse

- Vie publique - Mises au point -



Publication date: vendredi 10 novembre 2006

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Sur le [forum de mon blog](#), Julien me demande ce que je pense de « la dynamique des collectifs pour une candidature unitaire à gauche ». Et il recommande aux lecteurs d'écouter « la meilleure intervention au meeting du Mans », celle d'Yves Salesse.

Julien me facilite ainsi le travail : donner mon point de vue sur [le discours d'Yves Salesse](#), « le meilleur », me dispenserait d'écouter les autres discours... Soit.

Je dois dire que le discours relativement long d'Yves Salesse me confirme dans mon impression générale : ce rassemblement d'une « gauche anti-libérale » représenterait surtout une gauche nationale-productiviste, dont le centre de gravité serait le Parti communiste.

Je ferais tout d'abord remarquer à Julien que le meeting du Mans, loin de viser à rassembler une candidature unitaire de la gauche, s'intitule lui-même « meeting de la gauche anti-libérale », excluant donc... qui ? Yves Salesse le précise lui-même en rappelant dans sa conclusion que la « dynamique » dont parle Julien vise à rassembler « ceux qui ont remporté le référendum du 29 mai ». On peut donc dire qu'il s'agit de la « gauche du Non ». Ayant été moi-même, comme les Verts, un actif militant du Oui, et faisant donc partie des vaincus du 29 mai, je ne suis pas concerné par cette tentative de regroupement.

Dans un second temps (à peu près à la moitié du discours), Yves Salesse exclut également ceux qui voudraient « tailler une cote moyenne entre ceux qui ont appelé à voter une Constitution qui grave dans le marbre le libéralisme et ceux qui le combattent. Nous n'iront pas au gouvernement avec eux ». Ce qui exclut donc également une partie de la gauche du Non : les Fabius, Chevènement, et si j'ai bien compris, les communistes, qui n'excluent pas de gouverner avec les infâmes ouiouistes de gauche. Je le dis clairement : je souhaite que les Verts passent un accord de gouvernement exigeant pour battre la droite, et aillent défendre des politiques de progrès écologique et social, y compris dans un gouvernement comprenant des socialistes et des communistes.

En tout état de cause, Chevènement, Fabius, plus Besancenot et Arlette Laguiller, sont décidés à se présenter à l'élection présidentielle, ce qui nous mène très loin d'un rassemblement du Non de gauche. En fait il s'agit uniquement de départager entre 3 élus communistes (Autain, Braouzec, Buffet) et 2 associatifs, l'un plus près des Verts (Bové), l'autre plus près de la LCR : Salesse, justement. Mais, si j'ai bien compris, Buffet risque fort d'être maintenue par le Parti Communiste si elle n'est pas retenue par la "dynamique"

Mais venons-en au fond. Je l'ai dit [à de très nombreuses reprises](#), avant et après le référendum : je considère que le TCE marquait un pas en avant, anti-libéral, par rapport à l'Europe actuelle, celle de Maastricht-Nice. Il représentait en effet une avancée de la capacité des peuples européens à proposer (par le droit d'initiative citoyenne) et imposer, par le biais de leurs élus directs (ceux du Parlement européen), des lois sociales et environnementales communes, face aux règles du marché et à l'impuissance des politiques organisée par le traité de Maastricht-Nice, constitution la plus libérale de l'histoire de l'humanité.

Ce qui est extrêmement curieux dans le discours d'Yves Salesse, c'est qu'il partage en gros l'analyse de cette constitution de Maastricht-Nice, lorsqu'il dit (à peu près aux trois quart de son discours) : « le vrai pouvoir européen, ce n'est pas Bruxelles : il appartient aux gouvernements qui se sont accordés pour construire cette Europe libérale. » Sur ce point, il rejoint tout à fait mon analyse et celle des Verts : la constitution de Maastricht-Nice, en organisant l'Europe comme principalement intergouvernementale, avec droit de veto de chaque gouvernement sur les décisions que prendraient la majorité des autres, et donc en empêchant les peuples d'exercer leur volonté par un vote

majoritaire, désarme le politique face au marché. Intergouvernementalité = droit de veto sur les décisions, même majoritaires, que prendraient les autres pays dans le champ social et environnemental = libéralisme.

Pourtant, à aucun moment Yves Salesses ne semble indiquer une volonté de changer les institutions de l'Europe actuelle. Il réaffirme à deux reprises sa volonté de ne pas sortir de l'Union européenne, et à aucun moment n'indique une volonté d'en changer la constitution. Au contraire, il semble estimer que la mobilisation populaire, à l'échelle européenne (donc dans tous les pays en même temps), peut, à l'intérieur des institutions actuelles, modifier de façon coordonnée les politiques menées ! Je n'en crois strictement rien. Si le cadre du débouché politique des mobilisations sociales reste national, je ne vois pas comment ces mobilisations pourraient déboucher sur des changements de politique à l'échelle européenne, même si elles ont lieu dans 3 ou 4 pays importants en même temps. Ce qui n'empêche pas de mener certaines politiques nationales et même régionales voire municipales plus progressistes que d'autres, mais c'est une autre histoire.

En réalité, Yves Salesses précise sa pensée : « Nous ne laisserons pas les règles de l'Union européenne étouffer des mesures sociales que nous pourrions prendre dans notre pays ». Autrement dit, il pense que l'espace politique, de mobilisation sociale et de prise de décision pertinent, reste la nation, ce qui confirme son choix d'une simple Europe intergouvernementale, celle qu'il prétend ailleurs dénoncer.

Je considère qu'il s'agit purement et simplement d'une « aberration logique ». On peut vouloir maintenir l'espace politique à l'échelle nationale, mais alors, pour appliquer certaines mesures politiques progressistes, écologistes ou sociales, celles par exemple qui impliquent une perte au moins provisoire de compétitivité capitaliste, il faut rétablir des frontières douanières entre la France et le reste de l'Europe. Seuls quelques radicaux comme Jacques Sapir ont eu le courage de le dire. Donc suspendre sa participation à l'Union européenne.

Je pense que cette stratégie (que j'avais défendue en 1983-84, notamment dans [L'audace ou l'enlisement](#)), n'est plus du tout d'actualité. L'intégration économique de l'Europe est aujourd'hui irréversible. Nous devons donc construire, « au dessus », un espace politique européen, au niveau des luttes comme au niveau des institutions. Le TCE permettait un pas en avant dans la construction de ces institutions. D'ailleurs, à l'échelle européenne, le gros des forces sociales progressistes était pour le Oui. Le gros des forces réactionnaires (les droites polonaise, allemande ou espagnole), et la fraction la plus internationalisée du capital (le *Financial Times*) étaient pour le Non. Je ne discuterai pas ici l'intéressante question des raisons qui ont poussé une partie du centre-droit à soutenir le Oui.

Le discours de Salesses, finalement souverainiste-nationaliste, ne s'étend guère sur la lutte contre le productivisme. Plus exactement, il n'en dit pas un mot. Le mot « écologie » ne figure pas dans son discours, ni, bien entendu, les contenus correspondants. Il donne cependant un exemple très concret de la divergence que les Verts ont avec lui : à propos du traité d'Amsterdam.

J'ai été [contre le traité d'Amsterdam](#), parce qu'il intégrait un « pacte de stabilité » qui me paraissait aberrant. Mais Yves Salesses va beaucoup plus loin : « Jospin aurait dû mobiliser les masses européennes et leur dire : le traité d'Amsterdam nous empêche de lutter contre le chômage. » Or, le pacte de stabilité, en fixant un déficit maximal de 3 %, n'interdisait qu'une seule arme contre le chômage, le keynésianisme à l'ancienne manière, c'est à dire la création d'emplois poussée par la demande et le déficit public.

Comme chacun sait (voir mon livre [Refonder l'espérance, leçons de la majorité plurielle](#)), en trois ans, le gouvernement Jospin a réussi une réduction massive du chômage. Principalement par la réduction de la durée du travail sans baisse du pouvoir d'achat individuel et par la création d'emplois jeunes. On peut critiquer les limites de cette démarche hétérodoxe, initialement prônée par les Verts (partage du travail, des richesses, et tiers secteur), telle qu'elle a été réalisée par le gouvernement Jospin. C'est ce que je fais dans mon livre. Mais la politique alternative à laquelle songeait Yves Salesses était manifestement une politique productiviste de « relance

keynésienne » (faire produire en faisant consommer) qui me paraît écologiquement et financièrement dangereuse... et qui fut d'ailleurs aussi menée par Strauss-Kahn, mais dans la mesure prudente où elle était compatible avec un désendettement. Au contraire, le social-libéral Fabius relancera la dynamique de l'endettement en baissant les impôts des « classes moyennes ».

Mais peut-être Yves Salesses est-il peu représentatif des aspects positifs de la gauche anti libérale ? Hélas ! Le [texte dont je dispose](#), version 8a du « programme du rassemblement anti-libéral de gauche » (20 octobre) confirme cette impression de national-productivisme. Non seulement des points aussi essentiels que l'orientation vers la sortie du nucléaire ne sont pas clairement adoptés (elle reste « entre crochets », soumise à un débat ultérieur), mais toutes les tentatives de régulation supranationale des forces du marché et des profits, toute tentative supranationale pour lutter contre les dégâts du productivisme, sont systématiquement bannies. Même l'accord de Kyoto, malgré sa profonde insuffisance par rapport à la menace gravissime du changement climatique, ne trouve pas grâce, même par anti-Bushisme primaire, aux yeux du « programme » : il n'en est pas dit un mot.

On trouvera une analyse du caractère productiviste de ce programme dans un texte d'Antoine Bonduel (Vert et Action Climat), [sur ce site](#).